

Pour une université ouverte à toutes et tous, émancipatrice et démocratique ! Contre le tri social des lycéen.ne.s !

GRÈVE / MANIFESTATION LE 1^{ER} FÉVRIER À STRASBOURG

Le 16 janvier, les participant.e.s à la réunion-débat initiée par les organisations ci-dessus (parents, syndicats d'enseignants du second degré et du supérieur, étudiant.e.s, lycéen.ne.s) ont adopté cet appel :

Appel de Strasbourg contre la sélection à l'université

Rassemblés ce 16 janvier 2018 à l'université de Strasbourg pour débattre de la loi relative à l'orientation et à la réussite des étudiants (ORE), nous, personnels de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche, parents d'élèves, étudiant.e.s et lycéen.ne.s, demandons au gouvernement :

1. le retrait du projet de loi ORE ;
2. le maintien du baccalauréat comme diplôme national et 1^{er} grade universitaire, avec des épreuves terminales et anonymes ;
3. le libre accès de chaque bachelier.e à une formation universitaire de son choix ;
4. un plan d'urgence qui attribue les moyens humains et financiers nécessaires à l'accueil de tou.te.s les futur.e.s bachelier.e.s et au bon fonctionnement des services publics de l'éducation de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Face à un gouvernement qui bafoue l'état de droit en obligeant les personnels des lycées et des universités à mettre en place une réforme qui n'est pas adoptée par la représentation nationale, nous appelons les fonctionnaires du secondaire et du supérieur à refuser la logique de la sélection en mettant des avis positifs sur tous les vœux des lycéens.

Nous appelons les responsables de formation, les élus des composantes et des conseils centraux des établissements d'enseignement supérieur à user de tous les moyens légaux qui permettront de faire barrage à une réforme qui institue le tri social comme instrument de paupérisation du service public d'enseignement et de recherche.

Nous nous adressons aux lycéen.ne.s, étudiant.e.s, parents d'élèves, personnels des lycées et de l'enseignement supérieur ainsi qu'à leurs organisations représentatives pour qu'ils mettent tout en œuvre pour obtenir le retrait du projet de loi.

Adopté à l'unanimité des présents, moins trois NPPV

**Nos organisations se saisissent de l'appel unitaire national pour
vous appeler à manifester / à vous mettre en grève :**

**Le 1^{er} février à 14 h à Strasbourg, MANIFESTATION
Départ place Adrien Zeller, Parc des Expositions
du Wacken (Journée des universités)**

APPEL INTERFÉDÉRAL NATIONAL (extraits)

Le texte intégral : <https://paris.demosphere.eu/files/docs/f-45ab4c51ed-empty-filename.pdf>

Du Plan étudiants à la plateforme Parcoursup : l'instauration de la sélection !

Le 1er février, agissons pour une université ouverte

[...]

Nos organisations réaffirment :

- *La nécessité de travailler tout au long du parcours au lycée à une orientation choisie, construite, accompagnée et évolutive avec les moyens humains et financiers nécessaires.*
- *Le maintien du baccalauréat comme diplôme national et 1er grade universitaire, garantissant l'accès de tous les bacheliers sur tout le territoire aux filières post bac et aux établissements de leur choix.*
- *L'exigence d'ouverture massive de places supplémentaires en 1er cycle post bac et le refus de toute sélection à l'entrée à l'université.*
- *Le refus de l'instauration de blocs de compétences en lieu et place des diplômes et des qualifications.*
- *L'abandon du projet de loi sur 1er cycle post bac et du plan «étudiants» qui l'accompagne, condition pour permettre une réforme ambitieuse qui garantisse le libre accès de chacun au supérieur.*

Sur cette base, elles appellent les lycéen.nes, les étudiant.es, les personnels des universités et des lycées à se mobiliser le jeudi 1^{er} février 2018, à se réunir, dès maintenant, en assemblée générale pour débattre des réformes, à se mobiliser sous toutes les formes décidées collectivement, y compris par la grève le 1^{er} février, dans les universités et les lycées pour alerter sur les dangers des réformes en cours.

- **la sélection à l'entrée à l'Université va instaurer une compétition entre élèves au lycée**
- **nombre d'élèves n'auront pas de place en études supérieures après le bac**
- **les frais d'inscription à l'Université vont augmenter**
- **le bac ne sera plus un diplôme national et ne sera plus suffisant pour permettre l'accès à l'Université**
- **l'orientation post-bac devra être réfléchi dès l'entrée en 2nde**
- **les dossiers d'orientation vont provoquer une surcharge de travail pour les enseignant.e.s du lycée**
- **la responsabilité de la sélection reposera en bonne partie sur les enseignant.e.s de Terminale, à qui l'on demande d'évaluer les capacités de réussite d'un.e élève dans d'innombrables filières**